Conseil du Contentieux des Etrangers

Arrêt

n° 301 286 du 8 février 2024
dans l'affaire X / V

En cause : X

ayant élu domicile : au cabinet de Maître C. MANDELBLAT
Boulevard Auguste Reyers 41/8
1030 BRUXELLES

contre :

la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA VE CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 26 mai 2023 par X, qui déclare être de nationalité mauritanienne, contre la décision de la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides, prise le 20 avril 2023.

Vu l'article 51/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu le dossier administratif et la note d'observations.

Vu l'ordonnance du 31 octobre 2023 convoquant les parties à l'audience du 6 décembre 2023.

Entendu, en son rapport, B. LOUIS, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, la partie requérante assistée par Me C. MATHONET loco Me C. MANDELBLAT, avocat, et N. J. VALDES, attachée, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. L'acte attaqué

Le recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et refus du statut de protection subsidiaire, prise par la Commissaire générale aux réfugiés et aux apatrides (ci-après dénommée la Commissaire générale), qui est motivée comme suit :

*« **A. Faits invoqués***

De nationalité mauritanienne et d'origine ethnique harratine, vous êtes de religion musulmane et n'avez aucune affiliation politique ou associative.

Le 9 octobre 2019, vous avez introduit une demande de protection internationale devant les instances belges. A l'appui de celle-ci, vous invoquez les faits suivants :

Vous êtes née d'une mère harratine, qui comme ses ancêtres, vivait en esclavage au sein d'une famille arabe. Dès la jeune enfance, vous servez dans la maison de vos maîtres avec votre mère et votre sœur. Vers l'âge de 8 ans, vous quittez ce domicile pour accompagner la fille de vos maîtres qui s'installe à Oum Al Akrich. Ceux-ci finissent par partir vers Nouadhibou et vous revenez au domicile de vos maîtres où se trouve toujours votre mère. Dès l'âge de 10 ans, vous êtes victime d'abus sexuels de la part du fils de vos maîtres. Vous tentez de dénoncer ces faits mais vous n'êtes pas crue, aussi, pour vous punir de cette accusation, vous êtes excisée. Peu de temps après, en raison d'une dette de vos maîtres, vous êtes donnée à un créancier, celui-ci abuse sexuellement de vous pendant plusieurs mois et ses proches s'en prennent à vous physiquement. Vers l'âge de 16/17 ans, vous êtes finalement ramenée chez vos maîtres, qui décident alors de vous donner au fils d'un proche, qui est handicapé. Vous restez chez cette famille comme esclave, vous y subissez des violences sexuelles et physiques. Pendant cette période, vous attrapez la tuberculose. Après avoir passé deux mois en isolement et avoir reçu des soins pendant près de 9 mois, vous êtes contrainte à accompagner un de leur berger pour l'aider dans ses tâches avec le bétail. Cette personne abuse également de vous sexuellement.

Vers 2005/2006, vous revenez ensuite au domicile de vos maîtres où se trouvent toujours votre mère et votre sœur. Celle-ci est gravement blessée par un ami de vos maîtres, vous êtes alors contrainte de vous occuper seule de toutes les tâches ménagères du foyer. En 2008, vous rencontrez un homme quand vous êtes sur le marché et vous l'épousez secrètement, vos maîtres n'étant pas au courant. Peu de temps après, vous donnez naissance à votre première fille, naîtront ensuite votre seconde fille et le reste de vos enfants. En 2010, votre sœur décède.

Lorsqu'elle atteint l'âge de 3 ans, votre fille aînée est emmenée chez la fille de vos maîtres. Elle y reste jusqu'à ses 6 ans. Vous continuez à vous occuper du foyer de vos maîtres et y êtes toujours victime d'abus sexuels et physiques. Votre fils est aussi contraint très jeune au travail forcé, il doit notamment accompagner le berger qui s'occupe du troupeau de vos maîtres. A son retour, votre fils vous avoue qu'il a subi des abus sexuels. Vous tentez de dénoncer ces faits chez vos maîtres, mais ceux-ci ne vous croient pas et s'en prennent à vous physiquement. Fin 2017, votre fille aînée est excisée par les maîtres, celle-ci décède des suites de cette pratique.

Peu de temps après, toujours à la fin 2017, vous expliquez à votre mari ce que vos enfants subissent, il vous demande alors de quitter ce lieu. Vous en avertissez votre mère, qui refuse de vous laisser partir dans un premier temps mais finit par accepter, vu les maltraitances subies tant par vos enfants que par vous-même. En décembre 2017, accompagnée de votre mari, vous quittez le domicile de vos maîtres avec vos enfants pour vous rendre à Zouerate. Deux jours après votre arrivée, le fils de votre maître se présente avec les forces de l'ordre, celui-ci vous frappe et vous ramène, avec vos enfants, au domicile de son père. Après vous avoir copieusement battue, ils vous font jurer de ne plus repartir. Vous continuez votre vie d'esclave mais côtoyez toujours votre mari. En 2018, vos maîtres apprennent que vous êtes mariée, ils s'en prennent à vous et votre époux, car celui-ci exige votre libération.

Vu les blessures subies, vous vous rendez chez un médecin. Celui-ci constatant la situation dans laquelle vous vivez, il vous promet qu'il va vous aider à quitter votre vie d'esclavage en informant un de ses amis journalistes vivant à la capitale. Deux mois plus tard, alors que vous êtes au marché, vous croisez ce journaliste. Il est accompagné de plusieurs membres du mouvement « Initiative pour la résurgence du mouvement Abolitionniste » (ci-dessous IRA) qui seraient dans la région pour effectuer un recensement. Aussi, ils viennent poser plusieurs questions à votre maître. Grâce à l'aide de l'IRA, de ce journaliste et d'un membre de la gendarmerie, vous parvenez à fuir le domicile de vos maîtres. Ces personnes se chargent aussi de récupérer vos enfants, qui étaient dans d'autres domiciles. Accompagnée par votre mari, les membres de l'IRA et ce journaliste, vous rejoignez Nouakchott. Sur place, vous et vos enfants êtes hébergés par cette association. Ces personnes entament alors des démarches pour vous faire quitter le pays. Ils vous procurent, à vous et vos enfants, des passeports officiels et vous obtiennent un visa, en bonne et due forme, pour l'Espagne. Le 29 septembre 2019, accompagnée de votre mari et vos enfants, vous embarquez sur un vol à destination de las Palmas (îles Canaries – Espagne). Votre mari apprend alors que vos enfants ne sont pas tous les siens, vu les viols que vous avez subis en permanence. Il vous laisse sur place. Vous rejoignez alors la Belgique, où vous arrivez le 9 octobre 2019. Le lendemain, vous introduisez une demande de protection internationale. Vous déposez plusieurs documents pour appuyer vos propos, notamment vos documents d'identité et des documents de l'IRA.

B. Motivation

Relevons tout d'abord que le Commissariat général estime, au vu de l'ensemble des éléments de votre dossier administratif, que certains besoins procéduraux spéciaux peuvent être retenus en ce qui vous concerne.

Il ressort en effet de votre dossier administratif que vous faites l'objet d'un suivi psychologique depuis le 17 août 2020. Il ressort du rapport psychologique que vous êtes dans une situation clinique fragile et de souffrance psychologique. Votre psychologue souligne la difficulté à parler de votre vécu et signale que vous souffrez d'un syndrome de stress post-traumatique. Il fait aussi état d'une profonde anxiété, de difficultés à dormir, de cauchemars mais aussi de malaise dans les relations avec les autres et en particulier avec les hommes.

Votre psychologue souligne également la présence de divers symptômes tels l'envahissement de souvenirs, sentiment de détresse, réactions dissociatives, évitement, hyperréactivité, ainsi que des altérations cognitives. Parmi celles-ci, il souligne l'incapacité de se rappeler d'éléments des évènements traumatiques. A ceci, il s'ajoute, que dès le début de votre procédure, vous avez demandé à être entendue par un agent masculin mais par un interprète féminin.

Afin d'y répondre adéquatement, des mesures de soutien ont été prises en ce qui vous concerne dans le cadre du traitement de votre demande au Commissariat général, sous la forme de deux entretiens personnels menés par des officiers de protection masculins et d'un interprète féminin. Si lors du dernier entretien, l'officier de protection était un agent féminin, vous aviez toutefois marqué votre accord pour ce changement (NEP du 26/01/2023, p.2).

Il s'ajoute, qu'au cours des entretiens, les agents du Commissariat général ont veillé à la bonne compréhension des questions posées en vous demandant si elles étaient bien comprises, et en reformulant celles-ci afin d'être sûr de la bonne compréhension de vos dires (voir les 3 NEP). De même, vous déclarant analphabète et ayant des difficultés à vous situer chronologiquement, les agents se sont davantage concentrés sur les évènements vécus et sur d'autres repères chronologiques.

Aussi, à la lecture de vos rapports d'entretien personnel, malgré les difficultés annoncées par votre psychologue dues à votre état psychologique, vous avez été à même d'aborder mais aussi de vous exprimer sur l'ensemble des faits qui vous auraient poussée à quitter votre pays (NEP du 02/09/2022, pp.11 à 14 ; NEP du 20/10/2022, pp.5, 8, 9 ; NEP du 26/01/2023, p.7/8). Vous reconnaissez d'ailleurs, à la fin des entretiens, que vous avez compris l'ensemble des questions et que les entretiens s'étaient bien passés. Par ailleurs, ni vous, ni votre conseil ou votre personne de confiance n'avez mentionné le moindre problème durant le déroulement des entretiens (NEP du 02/09/2022, p.15 ; NEP du 20/10/2022, p.14 et NEP du 26/01/2023, p.16).

Compte tenu de ce qui précède, il peut être raisonnablement considéré, dans les circonstances présentes, que vos droits sont respectés dans le cadre de votre procédure d'asile et que vous pouvez remplir les obligations qui reposent sur vous.

Il ressort de l'examen de votre récit qu'un certain nombre d'éléments empêchent d'accorder foi à vos propos et de considérer qu'il existe dans votre chef une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 ou un risque réel d'encourir des atteintes graves visées dans la définition de la protection subsidiaire.

En effet, vous déclarez craindre vos maîtres car, comme votre mère et votre grand-mère avant vous, vous êtes les esclaves d'une famille maure en Mauritanie (NEP du 02/09/2022, pp.10/11). De même, vous craignez que vos enfants soient eux aussi soumis à cette famille et vivent une vie d'esclave. Enfin, vous faites également état du risque, pour vos filles d'être excisées par vos maîtres, comme cela fut le cas pour vous-même (NEP du 20/10/2022, pp.13/14 et NEP du 26/01/2023, pp.13/14).

Toutefois, plusieurs éléments objectifs nous empêchent de considérer que vous avez été soumise toute votre vie à l'esclavage et partant, que vous avez été victime, avec vos enfants, des abus relatés.

Ainsi, il ressort de vos propos que vous avez été soumise à de l'esclavage dès votre plus jeune âge, que cela était d'ailleurs déjà le cas tant pour votre grand-mère que pour votre mère. Les conditions dont vous faites état se réfèrent donc clairement à de l'esclavage traditionnel par ascendance qui est donc basé sur votre origine (vous êtes une harratine soumise à des maîtres maures blancs – les trois NEP). Dans le

cadre de cet esclavage, les maîtres sont les seuls à décider du sort de leur esclave et ce, dans tous les domaines de la vie publique.

Bien que vous assuriez être une victime de cet esclavage traditionnel et que, de ce fait, vous viviez dans une situation d'extrême dépendance tant physique que psychologique, plusieurs éléments de votre récit sont en totale contradiction avec les informations en notre possession sur cette pratique et sur les constats objectifs qui ont été posés par les sources ayant traité ce phénomène dans votre pays (voir informations objectives jointe au dossier administratif).

Premièrement, relevons d'emblée que tant vos enfants, que vous-même êtes en possession de documents d'identité authentiques avec lesquels vous avez voyagé, documents que vous avez d'ailleurs déposés (voir farde « Documents », doc 1 à 5). Ceux-ci sont, en outre, tous effectivement munis de visas, obtenus en bonne et due forme (voir Printrack dans dossier administratif qui confirme l'authenticité), ils vous ont d'ailleurs permis à vous-même ainsi qu'à vos enfants, d'entrer dans l'espace Schengen, l'Espagne vous ayant octroyé ceux-ci. La possession de ces documents entre en totale contradiction avec la situation qui caractérise les esclaves en Mauritanie, puisque ceux-ci, ne possédant aucun document d'identité n'ont pas accès à la vie civile, socio-politique et professionnelle du pays (voir Axel Etoundi, « Les ambitions contrariées de la lutte contre l'esclavage en Mauritanie », Revue des droits de l'homme, pp. 11 et s.). Il s'ajoute d'ailleurs, que vos enfants bénéficient eux aussi de ces documents et qu'en outre, ceux-ci portent bel et bien le nom de votre époux, fait qui démontre, si besoin, que ceux-ci sont des citoyens mauritaniens qui ont accès, comme vous, à l'ensemble des volets de la vie publique en Mauritanie et qu'ils sont donc des citoyens mauritaniens à part entière.

Quant à votre fille née en Belgique, dans la mesure où sa naissance a été dûment constatée par les autorités belges et que vous avez, vous-même des documents mauritaniens, rien ne permet de croire que vous ne pouvez faire inscrire celle-ci auprès de vos autorités nationales, comme le reste de vos enfants.

Si vous dites avoir obtenu lesdits documents d'identité via des journalistes ainsi que des membres du mouvement IRA, interrogée sur la manière dont ces personnes ont procédé pour obtenir lesdits documents, vos propos vagues et dénués de tout élément de précision nous empêchent cependant de tenir vos dires pour établis et donc de croire que des personnes tierces ont effectivement obtenu lesdits documents comme vous le prétendez. Bien que vous assuriez que votre maître était en possession d'une carte d'identité à votre nom (NEP du 02/09/2022, p.7NEP du 26/01/2023, pp.10 et 11), vous ne l'aviez pas et donc vous ignorez tout de la manière dont ces personnes se seraient procuré lesdits des documents (idem). Il n'est pas vraisemblable que vous ne puissiez donner aucune information sur les démarches effectuées. Invitée alors à parler des personnes qui vous ont aidée à obtenir ces documents, vos réponses restent tout aussi vagues, vous bornant à dire qu'il y avait deux journalistes et des membres de l'IRA, qu'ils vous ont emmenée dans un grand bâtiment où on a pris vos empreintes, puis quelques jours plus tard vous êtes venue vers la Belgique (NEP du 02/09/2022, p.7). La circonstance que vous soyez analphabète ne peut à elle seule expliquer cette absence totale d'information, d'autant que vous avez été entourée de ces personnes pendant près d'une année avant votre départ du pays. Cette absence totale d'élément nous empêche de croire en la réalité de vos propos concernant l'obtention de ces documents.

Qui plus est, vous assurez avoir épousé secrètement un homme que vous veniez de rencontrer sur le marché (NEP du 20/10/2022, p.9 ; NEP du 26/01/2023, p.5). Or, toujours au vu des informations à notre disposition, il n'est pas concevable qu'une esclave puisse choisir son époux ni puisse accomplir un acte officiel dans lequel il s'unit à cette personne. En effet, dans la mesure où aucun acte juridique/officiel ne peut être posé par un esclave en raison de sa situation (voir COI Focus, Mauritanie, «Etat de la mise en œuvre des mesures anti-esclavagistes », 5 mai 2022), il n'est pas cohérent que ce mariage ait pu être célébré. Confrontée à cet état de fait, vous ne fournissez aucune explication, vous bornant à dire que vous l'avez fait en secret et que vos maîtres ne le savaient pas (NEP du 20/10/2022, p.9 ; NEP du 26/01/2023, pp.5/6). Il n'est toutefois nullement crédible, qu'un acte de mariage, qui par essence est un acte publique, puisse être accompli secrètement. Dans la mesure, où vous déclarez être sous la domination de vos maîtres, il n'est pas crédible que ceux-ci n'aient pas été au courant de ce mariage. En outre, vous remettez les documents d'identité de vos enfants, dans lesquels ceux-ci possèdent bel et bien le nom de votre époux, ce qui confirme que votre union a été célébrée dans le respect des normes en vigueur. Qui plus est, il est tout aussi invraisemblable que vous vous mariez religieusement en 2008 mais que vos maîtres ne se rendent compte de ce fait que près de 10 ans après ledit mariage (NEP du 20/10/2022, p.10).

Par ailleurs, vos propos sur les circonstances dans lesquelles vous auriez vécu ce mariage ne peuvent être tenues pour établies. Interrogée sur votre époux, vous ne citez que son nom et sa région d'origine, ignorant tout de lui (NEP du 02/09/2022, p.4 ; NEP du 20/10/2022, p.10). Il n'est pas vraisemblable qu'ayant côtoyé cet homme pendant près d'une dizaine d'années, vous ne puissiez nous informer sur celui-ci. Le seul fait de dire que vous ne vous voyiez qu'à de rares moments (NEP du 03/09/2022, p.4 ; NEP du 20/10/2022, p.10) ne peut justifier cette absence totale de réponse, surtout que vous assurez que c'est votre mari qui décide de vous faire quitter le domicile de vos maîtres. Cette méconnaissance flagrante n'est pas pour attester de la réalité de vos dires.

Ces premiers éléments nous permettent de remettre en cause la réalité du profil que vous présentez, à savoir celui d'une femme victime d'un esclavage traditionnel en situation d'extrême dépendance envers ses maîtres maures puisque les éléments relevés ci-dessus sont totalement incompatibles avec le profil présenté.

Deuxièmement, dans la mesure où vous vous présentez comme une esclave traditionnelle par ascendance, que vous n'avez connu que cette situation depuis votre enfance et que cette situation était aussi celle de vos ancêtres, notamment votre mère et votre grand-mère, il vous a été demandé de revenir sur la prise de conscience de ladite situation. Or, vos propos n'ont, à nouveau, nullement convaincu le Commissariat général que vous étiez dans une telle situation. Conviée à expliquer comment vous avez pris connaissance de votre situation de totale dépendance, vous expliquez que vous avez dit à votre mari ce que vos enfants subissaient et qu'il a décidé de vous faire fuir (NEP du 26/01/2023, p.7), réponse qui n'explique en rien que votre éveil par rapport à votre situation d'esclavage. Invitée alors à en dire plus, vous vous limitez à ajouter que vous préférez vos enfants, esquivant de ce fait toute réponse à la question. Parallèlement, plusieurs de vos propos font état d'une absence de soumission envers les maîtres. Ainsi, le fait que vous avez épousé un homme de votre choix et ce, sans avoir obtenu l'accord de vos maîtres, démontre que vous ne vous trouviez pas dans la soumission extrême qui caractérise les esclaves dans le système mauritanien. En outre, le fait d'avoir dénoncé à deux reprises les mauvais traitements dont auraient été victimes vos enfants auprès de vos maîtres (NEP du 02/09/2022, pp.13/14 ; NEP du 26/01/2023, p.7) ne correspond pas plus à un comportement d'un esclave étant dans une soumission totale. Il en va de même pour vos fuites puisque rien ne permet d'expliquer que du jour au lendemain, vous décidiez de quitter le seul foyer que vous auriez connu. Le seul fait de dire que votre mari ou d'autres personnes ont décidé pour vous ne permet pas d'expliquer que vous quittiez ce lieu, d'autant que vous assurez que votre mère (qui se trouve dans la même situation que vous mais depuis plus longtemps) vous conseille de le quitter alors qu'elle-même reste dans ce lieu (NEP du 26/01/2023, p.7). Cette dernière incohérence concernant votre prise de conscience quasi-spontanée fait perdre toute crédibilité à vos dires.

De fait, les informations en notre possession documentent et expliquent avec grande précision la situation d'extrême dépendance dans laquelle se trouvent les esclaves traditionnels en Mauritanie, or interrogée sur cette prise de conscience, vos propos lapidaires et vagues n'ont pas convaincu le Commissariat que vous avez été soumise à cette situation et que vous en êtes sortie, après en avoir pris conscience. Cette absence totale d'explication quant à votre prise de conscience cumulée aux exemples qui démontrent l'absence totale de soumission nous empêchent de considérer que vous viviez en tant qu'esclave traditionnelle et que vous étiez soumise tant physiquement que psychologiquement à des maîtres maures jusqu'à votre départ du pays.

Par conséquent, bien qu'il n'est pas remis en cause que vous soyez harratine et donc descendante d'une caste d'esclave, les éléments soulevés ci-dessus (possession de documents d'identité authentiques, mariage légal et absence totale d'éléments attestant d'une prise de conscience), nous empêchent de considérer que vous avez vécu toute votre vie dans les conditions décrites. Le fait que vous soyez mariée avec l'homme de votre choix, que celui-ci vous appuie/soutienne et que vous soyez tout à fait consciente de cette situation d'esclavage, connaissant l'existence des associations de défense des droits des harratines et anti-esclavagistes comme l'IRA, constituent autant d'éléments qui vous permettent de faire valoir vos droits dans votre pays et de trouver protection dans la société mauritanienne. Rien ne permet donc de croire qu'il existe, dans votre chef, un risque de subir des persécutions dans votre pays en cas de retour.

Notre conviction est d'ailleurs renforcée par le fait que vous assurez avoir vécu pendant près d'un an à Nouakchott mais que pendant toute cette année, à aucun moment vous n'avez été inquiétée par « vos maîtres » (NEP du 26/01/2023, p.10). Il n'est pas vraisemblable que si vous êtes esclave d'une famille influente, que vous avez été aidée par des membres de l'IRA qui étaient venus sur place, vos maîtres n'aient rien fait pour vous retrouver mais seraient toujours actuellement à votre recherche comme vous

l'assurez (NEP du 02/09/2022, p.6). Ce dernier élément appuie encore davantage notre conviction. Qui plus est, en ce qui concerne le mouvement IRA, vous ne pouvez expliquer quelles sont les actions concrètes qui ont été entreprises par ce mouvement anti-esclavagiste (NEP du 26/0/2023, pp.11/12), assurant que l'IRA vous a annoncé que vous étiez libre mais que vos maîtres ne le reconnaîtraient pas, indiquant ensuite que vos maîtres vous ont demandé de dire que vous étiez payée avant de clôturer en indiquant que vous ne vous êtes jamais rendue devant un tribunal (NEP du 26/01/2023, pp.11 et 12). Ces propos pour le moins confus ne sont à nouveau pas pour convaincre le Commissariat général que vous avez été sortie d'une situation d'esclavage. Votre comportement actuel quant à ces problèmes n'est pas non plus celui qui peut être attendu d'une personne qui a été sortie d'une situation de totale soumission puisque vous n'avez plus aucune information sur les personnes qui vous auraient aidée à quitter cette situation ainsi que le pays (NEP du 26/01/2023, p.12). Ce constat est d'autant plus interpellant que vous avez pourtant déposé un document signé du président de l'IRA, document qui a été rédigé en Belgique.

L'ensemble de ces constats constituent un faisceau d'éléments convergents, lesquels, pris ensemble, permettent de remettre en cause la crédibilité des faits invoqués et partant, des craintes de persécutions que vous évoquez dans ce contexte.

S'agissant des craintes à l'égard de vos enfants, notamment celles de voir ceux-ci asservis, dans la mesure où votre situation d'extrême dépendance a été remise en cause ci-dessus, que par ailleurs, vous êtes à même de vous émanciper de toute dépendance et de trouver ainsi une protection au sein de la société mauritanienne, qui condamne ouvertement les pratiques esclavagistes, rien ne permet de croire que vous ne pourriez soutenir vos propres enfants.

Pour ce qui est du risque d'excision à l'égard de vos filles, étant donné que le Commissariat général reste sans savoir les circonstances précises qui vous ont poussée à quitter votre pays (voir ci-dessus), qu'en outre, vous attribuez votre propre excision à vos maîtres (NEP du 02/09/2022, pp.11/12 ; NEP du 26/01/2023, p.13), rien ne permet de croire qu'il existe un risque pour votre fille d'être excisée en Mauritanie. En effet, rappelons que vous inscrivez ce risque d'excision dans le contexte d'un esclavage traditionnel, contexte qui a été remis en cause ci-dessus. Par ailleurs, bien que vous assuriez qu'une de vos filles est décédée des suites de l'excision qui a été demandée par vos maîtres, vous ne déposez aucun élément de preuve attestant de l'existence de cet enfant. Par conséquent, rien ne permet de croire que vous avez effectivement perdu un enfant dans de telles circonstances.

Notre conviction est renforcée par le fait que vous ne souhaitez pas qu'elle soit soumise à l'excision (NEP du 26/01/2023, pp.13/14). Aussi, vu que le taux d'excision atteint 64% (voir information jointe au dossier administratif, Enquête démographique et de la Santé, 2019-2021), que les autorités luttent contre cette pratique, rien ne permet de croire que vous ne pouvez-vous opposer à cette pratique.

Quant aux documents que vous déposez et dont il n'a pas encore été fait mention ci-dessus, ceux-ci ne peuvent renverser le sens de la présente décision pour les raisons exposées ci-après.

L'attestation d'excision dans votre chef et les attestations de non-excision pour vos filles confirment la présence d'une mutilation génitale dans votre chef et l'absence d'excision pour vos filles. Ces constats ne sont nullement remis en cause par la présente décision.

Le constat de cicatrices vous concernant fait état de la présence de cicatrices linéaires, rondes ou ovales n'excédant pas les 2,5 cm, celles-ci se situant sur les jambes, le bras droit et le dos. Le médecin constatant ces cicatrices se borne à attribuer celles-ci aux circonstances que vous lui avez relatées, notamment aux mauvais traitements que vous dites avoir subis dans votre pays. Bien que la présence de ces cicatrices n'est pas remise en cause par la présente, toutefois, ce certificat ne fait pas état d'un degré de gravité ou d'une spécificité telle qu'à elles seules ces cicatrices démontreraient que vous avez été victime de mauvais traitements. L'origine de celles-ci n'étant par ailleurs basée que sur vos propos, le médecin se bornant à reprendre vos propre déclarations qui n'ont pas été considérées comme établies par la présente. Les lésions subjectives y mentionnées (insomnies, tristesse, cauchemars) ne sont pas non plus de nature à rétablir la crédibilité de vos propos.

Ce même constat s'impose en ce qui concerne les documents médicaux constatant des cicatrices dans le chef de vos enfants, [E. W.] et [A.] ne présentant que des lésions minimes (selon les propos du médecin) mais avec le constat que les enfants n'ont pas de lésions subjectives, ceux-ci étant joyeux.

Le certificat de [V.] mentionne une certaine souffrance psychologique, le médecin faisant état de cauchemars et de peurs dans le chef de votre fille. Toutefois, la seule présence de ces symptômes non autrement étayée n'est pas de nature à établir que celle-ci a été soumise aux mauvais traitement dans les circonstances relatées.

Votre certificat psychologique, celui-ci fait état d'un « syndrome de stress posttraumatique » et revient sur les symptômes que vous présentez. Le Commissariat général ne met nullement en cause l'expertise médicale ou psychologique d'un médecin ou d'un psychologue qui constate le traumatisme ou les séquelles d'un patient. Par contre, il considère que, ce faisant, le médecin ou le psychologue ne peut pas établir avec certitude les circonstances factuelles dans lesquelles ce traumatisme ou ces séquelles ont été occasionnés. Ainsi, cette attestation psychologique doit certes être lue comme attestant un lien entre les séquelles constatées et des événements que vous avez vécus. Par contre, le psychologue n'est pas habilité à établir que ces événements sont effectivement ceux que vous invoquez pour fonder votre demande de protection internationale mais que vos propos empêchent de tenir pour établis. Cette attestation ne suffit donc pas en l'occurrence à établir les faits invoqués à l'appui de votre demande de protection internationale.

Le certificat psychologique de votre fils, [B.] fait état d'un suivi psychologique depuis septembre 2020 et conclut à un syndrome de stress post-traumatique. Dans ce certificat le psychologue mentionne qu'il a établi ses observations cliniques d'après le discours de votre fils et de ses données biographiques à savoir : « [B. A.], a vécu des évènements terrifiants qui l'ont gravement traumatisé. Esclave domestique des Maures blanches au même titre que sa mère, sa sœur ainée tuée par ceux-ci – excision, hémorragie mortelle à « cause de lui ». Idem pour le reste de sa fratrie. La famille des "maîtres", a tous les droits du monde sur la famille des "esclaves". C'est à dire le droit de les exploiter, de les punir, de les affamer, de les violer, de les prêter, de les louer ou même de les vendre a une autre famille. Les agressions, viols et mauvais traitements peuvent être commis à tout moment et en présence d'autres personnes sans aucun problème. [B. A.] m'a partagé avoir été victime physiquement, sexuellement, psychologiquement – affamé, coup de couteau dans le ventre par le maître pour récupérer les miettes de nourritures destinées aux enfants maures blancs. Meurtre de sa soeur ainée par les maitres alors que celle-ci tentait en cachette d'apporter de la nourriture a [B.] affamé. Celui-ci avait comme tache de surveiller le troupeau des bestiaux sous l'ordre des maîtres. Il était victime souvent de coups et blessures répétés, se sentant moins considéré que le bétail. Avec un grand vécu de culpabilité par rapport à la mort de sa soeur et un sentiment de honte de soi ».

Sans s'immiscer dans les observations cliniques posées, le CGRA rappelle que la force probante d'un document psychologique s'attache essentiellement aux constatations qu'il contient quant à l'existence d'une pathologie ou de séquelles et que, pour le surplus, il a valeur simplement indicative et doit être lu en parallèle avec les autres éléments du dossier administratif. En l'espèce, lorsqu'elle évoque une compatibilité entre certains troubles constatés et les sévices ou traumatismes que votre fils expose avoir subis en tant qu'esclave, la psychothérapeute qui est à l'origine de ces constats ne peut que se rapporter aux propos de votre fils qui sont similaires aux vôtres et jugés non crédibles par le CGRA au terme d'un examen portant exclusivement sur la crédibilité et vu les motifs de la décision. Dans la mesure où, comme le souligne le psychologue de [B.] toutes sortes d'évènements peuvent être potentiellement traumatiques, que ce soit parce que votre fils a vécu, a été témoin ou a été confronté à un traumatisme, la présence de cette souffrance psychologique dans le chef de votre fils ne permet pas, à elle seule d'établir que les faits qu'il mentionne sont effectivement à la base de ses souffrances. En effet, le psychologue, étant dans l'établissement d'une relation de confiance avec ses patients, ne peut que se baser sur les dires de ce dernier pour attribuer l'origine des souffrances psychiques constatées. Au surplus, un évènement dont il est fait mention dans cette attestation ne correspondent nullement aux propos que vous-même avez tenue devant le Commissariat général notamment « le meurtre de sa soeur aînée par les maîtres alors que celle-ci tentait en cachette d'apporter de la nourriture à [B.] ».

S'agissant des photographies sur lesquelles vous apparaissez aux côtés de Biram Dah Abeid et de membres de IRA (NEP du 02/09/2022, p.9), soulevons que celles-ci ne permettent pas de déterminer qui sont effectivement l'ensemble des personnes représentées sur ces photos, leur lien éventuel avec vous ni dans quelles circonstances ces photos ont été prises.

Finalement la lettre du président de l'IRA, Mr Dah Abeid, indique que madame [D. M. A.] a fui Koubeini pour arriver à Nouakchott. Il indique également de manière très évasive que vous fuyez l'esclavage depuis votre ville d'origine. Non seulement, ce courrier n'est pas à votre nom exact mais en outre, le caractère très évasif de celui-ci, dénué notamment de toute information précise sur les démarches effectuées par

ledit mouvement ne permet pas de rétablir la crédibilité de vos propos, sur le fait que vous avez fui Koubeini en 2018/2019 en raison de la situation d'esclavage traditionnel dans laquelle vous assurez vous trouver.

Enfin, alors que l'objet du mouvement IRA est la libération officielle des personnes soumises à de l'esclavage, que toute libération fait l'objet de publicité de leur part, aucune mention de votre libération n'est mentionnée sur leur site officiel (voir site : http://www.ira-mauritanie.org/category/archives/ - https://www.rfi.fr/fr/ afrique/20190926-mauritanie-esclavage-ghaya-maiga). Si vous attribuez l'absence de publicité à la situation privilégiée de vos maîtres, soulevons que vous vous trouvez en dehors du territoire mauritanien depuis plusieurs années, qu'étant ainsi en dehors d'atteinte de leur pouvoir, rien ne permet d'expliquer cette absence de publicité.

Finalement, vous et votre avocat avez fait parvenir des observations après vos entretiens personnels, lesquelles ont été minutieusement analysées, toutefois celles-ci se limitant à corriger des erreurs orthographiques concernant les lieux et noms cités, elles ne sont pas de nature à modifier le sens de la présente décision.

C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers. »

2. Les faits

Devant le Conseil du contentieux des étrangers (ci-après dénommé le Conseil), la partie requérante confirme pour l'essentiel fonder sa demande de protection internationale sur les faits tels qu'ils sont exposés dans la décision attaquée.

3. Les motifs de la décision attaquée

La décision entreprise repose sur l'absence de crédibilité du récit de la requérante en raison de contradictions, d'incohérences, d'invraisemblances, de méconnaissance et d'insuffisances dans ses déclarations successives. Elle estime ainsi que la partie requérante n'a pas démontré, dans son chef, l'existence d'une crainte fondée de persécution au sens de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés (ci-après dénommée la Convention de Genève) ou d'un risque réel d'atteinte grave au sens de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la loi du 15 décembre 1980). Enfin, les documents sont jugés inopérants.

4. La requête

4.1. La partie requérante conteste en substance la pertinence de la motivation de la décision attaquée au regard des circonstances de fait propres à l'espèce. Elle met en exergue différents problèmes concernant les entretiens personnels devant les service de la Commissaire générale. Elle livre plusieurs explications factuelles ou contextuelles pour contester les lacunes relevées dans l'acte attaqué. Elle soutient qu'il existe un risque d'excision pour les filles de la requérante étant donné que cette dernière est elle-même excisée et que le taux de prévalence de cette pratique est élevée. Elle considère que les documents médicaux et psychologiques n'ont pas été correctement pris en compte par la partie défenderesse pour évaluer le besoin d'une protection internationale. Elle livre enfin une explication à la contradiction existante entre les propos du fils de la requérante devant un psychologue et les propos de la requérante dans son entretien personnel.

4.2. Elle invoque la violation de l'article 1er, section A, § 2, de la Convention de Genève, des articles 48/3 et 62 de la loi du 15 décembre 1980 ainsi que du principe de bonne administration.

4.3. Elle demande au Conseil du contentieux des étrangers de reconnaître la qualité de réfugié à la requérante.

5. Les documents déposés

5.1. La partie requérante annexe à sa requête un rapport psychologique du 25 mai 2023 ainsi qu'une attestation de cicatrices du 22 décembre 2020 pour le fils de la requérante.

5.2. À l'audience du 6 décembre 2023, la partie requérante dépose une note complémentaire qui comprend une attestation médicale du 1er décembre 2023 (pièce 8 du dossier de la procédure).

6. Le cadre juridique de l'examen du recours

6.1. La compétence :

6.1.1. Le Conseil est la seule juridiction compétente pour connaitre des recours contre les décisions prises par le Commissaire général en application de la directive 2011/95/UE. À ce titre, il doit exercer sa compétence de manière à satisfaire à l'obligation d'offrir un « recours effectif devant une juridiction » au sens de l'article 46 de la directive 2013/32/UE du Parlement européen et du Conseil de l'Union européenne du 26 juin 2013 relative à des procédures communes pour l'octroi et le retrait de la protection internationale (refonte) (ci-après dénommée la directive 2013/32/UE).

6.1.2. À cet égard, l'article 46, § 3, de cette directive impose aux États membres de veiller « à ce qu'un recours effectif prévoie un examen complet et *ex nunc* tant des faits que des points d'ordre juridique, y compris, le cas échéant, un examen des besoins de protection internationale en vertu de la directive 2011/95/UE ». Certes, cette disposition n'est pas transposée dans ces termes dans la législation belge, mais il convient de rappeler que lorsqu'elles appliquent le droit interne et, notamment, les dispositions d'une réglementation spécifiquement adoptée aux fins de mettre en œuvre les exigences d'une directive, les juridictions nationales sont tenues d'interpréter le droit national dans toute la mesure du possible à la lumière du texte et de la finalité de la directive en cause pour atteindre le résultat visé par celle-ci et, partant, de se conformer à l'article 288, troisième alinéa, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (Cour de justice de l'Union européenne, affaires jointes C-397/01 à C-403/01, Pfeiffer e.a. du 5 octobre 2004, § 113).

6.1.3. Il s'ensuit que lorsqu'il procède à l'examen d'un recours introduit sur la base de l'article 39/2, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil est tenu d'interpréter la loi de manière à se conformer aux exigences d'un examen complet et *ex nunc* découlant de l'article 46, § 3, de la directive 2013/32/UE.

6.2. La charge de la preuve :

6.2.1. Le Conseil souligne qu'en application de l'article 48/6, § 1er, première phrase, et § 4, de la loi du 15 décembre 1980, lu notamment au regard de l'article 4, § 1er, de la directive 2011/95/UE, s'il revient, au premier chef, au demandeur de protection internationale de fournir les informations nécessaires afin de permettre de procéder à l'examen de sa demande, l'autorité compétente, en l'occurrence la Commissaire générale, a pour tâche d'examiner et d'évaluer les éléments pertinents de la demande en coopération avec le demandeur d'asile ; pour ce faire, elle doit notamment tenir compte de toutes les informations pertinentes relatives au pays d'origine du demandeur, et ce conformément à l'article 48/6, § 5, a à d, de la loi du 15 décembre 1980 (voy. dans le même sens l'arrêt rendu en assemblée générale, CCE, n° 195 227 du 20 novembre 2017). La position du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (ci-après dénommé HCR) s'inscrit dans le même sens (*cfr* le *Guide des procédures et critères pour déterminer le statut de réfugié au regard de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés (*ci-après dénommé *Guide des procédures et critères)*, Genève, 1979, réédition 2011, page 51, § 196).

6.2.2. Par ailleurs, l'obligation de motivation de la Commissaire générale ne la contraint pas à démontrer l'existence d'éventuelles déclarations mensongères ou contradictoires, mais bien à exposer les raisons pour lesquelles le demandeur ne l'a pas convaincue qu'il craint avec raison d'être persécuté ou qu'il encourt un risque réel de subir des atteintes graves s'il était renvoyé dans son pays d'origine.

6.2.3. Enfin, dans les cas où un doute existe sur la réalité de certains faits ou la sincérité du demandeur, l'énoncé de ce doute ne dispense pas de s'interroger *in fine* sur l'existence d'une crainte d'être persécuté ou d'un risque de subir des atteintes graves qui pourraient être établis à suffisance, nonobstant ce doute, par les éléments de la cause qui sont, par ailleurs, tenus pour certains.

7. Les aspects procéduraux

7.1. La partie requérante met en cause la prise en compte des besoins procéduraux spéciaux par la partie défenderesse car « […] la requérante a été entendue à trois reprises par trois agents différents et trois interprète différents » (requête, page 4). Elle renvoie également à un rapport psychologique du 25 mai 2023, annexé à sa requête qui critique notamment la multiplication des intervenants et affirme que la requérante a été fortement perturbée.

À cet égard, le Conseil observe néanmoins qu'il ressort des notes des entretiens personnels que ceux-ci se sont déroulés de manière adéquate et que la requérante n'a pas fait état de difficultés particulières de nature à entraver le bon déroulement de l'examen de sa demande de protection internationale. Le conseil de la requérante n'a d'ailleurs effectué aucune remarque pertinente en ce sens au cours ou à l'issue des entretiens.

En outre, si le Conseil n'entend pas mettre en cause l'expertise psychologique du praticien ayant rédigé l'attestation du 25 mai 2023, il tient néanmoins à souligner que son expertise se limite à diagnostiquer les troubles psychologiques dont souffre la requérante et les éventuels symptômes liés à cet état psychologique particulier ; ce praticien n'est par contre en aucune manière compétent pour évaluer si le demandeur de protection internationale a des besoins procéduraux spéciaux et pour critiquer le soutien mis en place au cours de la procédure. Le Conseil rappelle en outre que l'article 48/9, § 4, de la loi du 15 décembre 1980 indique que « […] l'évaluation des besoins procéduraux spéciaux n'est pas en soi susceptible de recours. ».

Quoi qu'il en soit, le Conseil constate que les lacunes relevées qui fondent les motifs pertinents de la décision entreprise ne peuvent pas s'expliquer par une instruction insuffisante ou inadéquate. Les critiques formulées en l'espèce sont dès lors sans fondement et ne permettent pas de mettre en cause la pertinence de la décision attaquée.

8. L'examen de la demande au regard de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980

8.1. L'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 en son paragraphe premier est libellé comme suit : « Le statut de réfugié est accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1er de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967». Ledit article 1er de la Convention précise que le terme « réfugié » s'applique à toute personne « qui craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays ».

8.2. En l'espèce, le Conseil constate que la motivation de la décision attaquée est suffisamment claire et intelligible pour permettre au requérant de comprendre les raisons du rejet de sa demande de protection internationale. À cet égard, la décision attaquée est donc formellement motivée, notamment au regard de l'article 62 de la loi du 15 décembre 1980 et des articles 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs.

8.3. Le Conseil constate tout d'abord que la requérante déclare s'être mariée religieusement en secret avec un homme rencontré le jour même sur un marché alors qu'elle était toujours en situation d'esclavage. Le Conseil estime que cet événement décrit en l'espèce par la requérante est particulièrement invraisemblable et, dès lors, non crédible. Par ailleurs, la requérante ne peut donner que très peu d'informations sur cet homme qu'elle a côtoyé durant dix ans ; si elle justifie ses méconnaissances au sujet de cet homme par le fait qu'elle ne le voyait qu'à de rares occasions, le Conseil considère néanmoins cette explication non plausible étant donné qu'il s'agit de l'homme avec lequel elle a entretenu une longue relation et qui était considéré comme le père de ses enfants. En outre, la requérante décrit une situation où son mari qui est un ancien esclave la laisse consciemment avec ses enfants dans une situation d'esclavage et de maltraitances durant de longues années, et ce sans jamais alerter les autorités ou une association ; cette situation particulièrement invraisemblable conduit à considérer non crédibles les faits relatés.

La requête tente de minimiser ces lacunes par diverses explications factuelles ou contextuelles : la requérante ne se serait en fait pas mariée religieusement à cet homme et ce dernier n'est peut-être pas le père de ses enfants. Il serait également un ancien esclave affranchi qu'elle voyait à de très rares

occasions. Le Conseil ne peut néanmoins pas se satisfaire de ces explications peu pertinentes qui n'emportent d'aucune manière sa conviction et entrent en contradiction avec ses déclarations précédentes.

8.4. Le Conseil constate en outre que la requérante fournit différents passeports pour étayer son identité et celles de ses enfants alors même qu'elle déclare qu'ils étaient tous dans une situation d'esclavage en Mauritanie et, dès lors, dans l'impossibilité d'obtenir des documents d'identité mauritaniens. Elle justifie la production de ces passeports par l'existence d'une carte d'identité délivrée à son ancien maître et qui aurait ensuite été récupérée par des personnes travaillant pour le mouvement « Initiative pour la résurgence du mouvement abolitionniste » (ci-après dénommé l'IRA). Ces personnes se seraient chargés de la délivrance des différents passeports et de l'enregistrement des enfants de la requérante à l'état civil sous le nom du probable père précité. Le Conseil observe néanmoins que ces explications sont confuses, alambiquées, inconsistantes et nullement étayées par la production de ladite carte d'identité. Elles ne permettent aucunement de donner au récit une consistance telle qu'il emporterait la conviction du Conseil.

8.5. Si la requérante explique par ailleurs qu'elle a été aidé par un journaliste mauritanien et plusieurs membres de l'IRA afin de fuir son pays, elle affirme pourtant ne plus avoir de contact avec ces personnes et n'étaye aucunement l'aide substantielle prétendument reçue; le Conseil considère ces lacunes déterminantes étant donné les circonstances décrites en l'espèce et la nécessité pour la requérante d'établir la réalité des faits à l'origine de sa demande de protection internationale.

8.6. La requérante invoque enfin une crainte d'excision pour ses filles ; le Conseil constate néanmoins que le récit qu'elle invoque ainsi que le contexte de vie qu'elle allègue ne peuvent pas être considérés comme crédibles. Dès lors, aucun élément probant ne permet de conclure qu'il existe un risque de persécution pour les filles de la requérante. Les développements de la requête à cet égard sont dès lors sans pertinence.

8.7. Le Conseil estime inutile l'examen des autres arguments de la requête dans la mesure où les constats posés *supra* suffisent à considérer que le récit d'asile n'est pas crédible et que les craintes alléguées ne sont pas fondées.

8.8. Dès lors que le Conseil considère, au vu des développements qui précèdent, que la partie requérante n'établit pas la réalité des faits qu'elle invoque, ni celle des craintes qu'elle allègue, l'application en l'espèce de la forme de présomption légale établie par l'article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980, selon lequel « le fait qu'un demandeur d'asile a déjà été persécuté dans le passé ou a déjà subi des atteintes graves ou a déjà fait l'objet de menaces directes d'une telle persécution ou de telles atteintes est un indice sérieux de la crainte fondée du demandeur d'être persécuté ou du risque réel de subir des atteintes graves, sauf s'il existe de bonnes raisons de croire que cette persécution ou ces atteintes graves ne se reproduiront pas », ne se pose nullement et manque dès lors de toute pertinence.

8.9. Pour le surplus, le Conseil considère que le HCR recommande d'octroyer le bénéfice du doute à un demandeur si son récit parait crédible (*Guide des procédures et critères,* Genève, 1979, réédition, 2011, pages 40-41, § 196, dernière phrase) et précise que le « bénéfice du doute ne doit être donné que lorsque tous les éléments de preuve disponibles ont été réunis et vérifiés et lorsque l'examinateur est convaincu de manière générale de la crédibilité du demandeur. » (*Ibidem*, § 204). De même, en application de l'article 48/6, § 4, de la loi du 15 décembre 1980, « lorsque le demandeur n'étaye pas certains aspects de ses déclarations par des preuves documentaires ou autres », le bénéfice du doute est accordé «lorsque les conditions cumulatives suivantes sont remplies :

a) le demandeur s'est réellement efforcé d'étayer sa demande ;
b) tous les éléments pertinents à la disposition du demandeur ont été présentés et une explication satisfaisante a été fournie quant à l'absence d'autres éléments probants ;
c) les déclarations du demandeur sont jugées cohérentes et plausibles et elles ne sont pas contredites par les informations générales et particulières connues et pertinentes pour sa demande ;
d) le demandeur a présenté sa demande de protection internationale dès que possible, à moins qu'il puisse avancer de bonnes raisons pour ne pas l'avoir fait ;
e) la crédibilité générale du demandeur a pu être établie. ».

Le Conseil estime qu'en l'espèce les conditions énoncées sous les points c, et e, ne sont pas remplies et qu'il n'y a dès lors pas lieu d'octroyer à la partie requérante le bénéfice du doute qu'elle revendique.

8.10. Les documents présents au dossier administratif ont été valablement analysés par le Commissaire général dans la décision entreprise. Les différents arguments de la requête visant à critiquer cette analyse ne peuvent pas être rejoints par le Conseil.

8.10.1. Concernant néanmoins les documents médicaux et psychologiques versés au dossier administratif ainsi que le rapport psychologique du 25 mai 2023, l'attestation de cicatrices du 22 décembre 2020 et l'attestation médicale du 1er décembre 2023, la partie requérante souligne qu'ils permettent d'étayer les persécutions subies par la requérante et ses enfants ; elle critique l'instruction menée par la partie défenderesse pour déterminer l'origine des séquelles et troubles diagnostiqués et se réfère en outre à la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme qui dispose, en substance, qu'en présence d'un certificat médical faisant état de lésions ou séquelles constituant une forte présomption de traitement contraire à l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme, il convient de dissiper tout doute quant à la cause des séquelles établies ainsi que quant au risque de nouveaux traitements en cas de retour (voir les arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme RC c. Suède du 9 mars 2010, §§ 50, 53 et 55 et I. c. Suède du 5 septembre 2013, §§ 62 et 66), l'absence de crédibilité du récit n'étant pas suffisante à cet effet (voir l'arrêt de la Cour européenne des droits de l'homme R.J. c. France du 19 septembre 2013, § 42).

À cet égard, le Conseil observe néanmoins que ces documents se limitent à attester la présence de différentes cicatrices et séquelles sur le corps de la requérante et de ses enfants ainsi qu'à diagnostiquer divers troubles psychologique ; ils ne contiennent aucun élément précis ou pertinent permettant d'établir la compatibilité entre les lésions et les troubles qu'ils attestent et les évènements invoqués par la requérante et ses enfants.

Concernant plus spécifiquement les documents d'ordre psychologique rédigés par différents psychologues et un médecin, le Conseil ne met nullement en cause l'expertise de ces praticiens qui constatent les traumatismes de la requérante et de son fils B. et qui émettent des supposition quant à leur origine ; par contre, il considère que, ce faisant, ces médecins ou professionnels de la santé mentale ne peuvent pas établir avec certitude les circonstances factuelles dans lesquelles ces traumatisme ont été occasionné (voir RvS, 10 juin 2004, n° 132.261 et RvV, 10 octobre 2007, n° 2 468). Ainsi, ces attestations ou certificats doivent certes être lus comme attestant un lien entre les traumatismes constatés et des événements vécus par la requérante et son fils B. ; par contre, ils ne sont pas habilités à établir que ces événements sont effectivement ceux qu'invoquent la requérante et son fils pour fonder une demande de protection internationale. Pareille affirmation ne peut être comprise que comme une supposition avancée par le psychologue ou le médecin qui a rédigé l'attestation ou le certificat médical. Le Conseil considère qu'à défaut d'être autrement et davantage étayés, ces attestations et certificats n'apportent pas d'éclairage, autre que les propos de la requérante et de fils B., sur la probabilité que les symptômes et troubles constatés soient liés aux faits exposés à l'appui de la demande de protection internationale. Ainsi, ces attestations psychologique et ce certificat médical ne permettent d'inférer aucune conclusion quant à l'origine des problèmes que la requérante et son fils prétendent avoir rencontrés ; ces documents ne disposent pas d'une force probante de nature à établir les problèmes que la requérante et son fils déclarent avoir rencontrés en Mauritanie ainsi que les raisons pour lesquelles ils les ont rencontrés et les circonstances dans lesquelles ils ont eu lieu. Cette constatation est parfaitement illustrée par la mise en exergue dans la décision attaquée d'une importante contradiction entre le contenu d'un de ces documents et les déclarations de la requérante elle-même ; cette contradiction porte sur le décès de la fille de la requérante qui est un événement majeur du récit familial. Si la requête justifie cette contradiction par « un manquement » du psychologue prenant en charge le fils de la requérante (requête, page 12), le Conseil estime néanmoins que cette divergence et l'explication apportée par le thérapeute témoigne parfaitement de la grande difficulté des professionnels de la santé mentale d'établir avec une probabilité élevée les circonstances factuelles dans lesquelles des traumatismes ont été occasionnés.

En tout état de cause, les attestations psychologiques et les documents médicaux ne font manifestement pas état de séquelles, troubles ou symptômes d'une spécificité telle qu'on puisse conclure à une forte indication que la requérante ou ses enfants ont subi des traitements contraires à l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'homme ; par conséquent, les enseignements de la Cour européenne des droits de l'homme dont se prévaut la partie requérante ne sont pas davantage applicables en l'espèce et il n'y a dès lors aucun doute à dissiper quant à la cause des traumatismes constatés.

En outre, au vu des déclarations de la requérante et de ses enfants, de leur profil particulier et des pièces déposées, aucun élément ne laisse apparaitre que les séquelles et les symptômes psychologiques attestés par ces documents pourraient en eux-mêmes induire dans leur chef une crainte fondée de persécution en cas de retour dans leur pays d'origine.

8.10.2. Les documents produits par la partie requérante ne permettent donc d'établir ni la réalité des faits relatés ni le fondement des craintes alléguées.

8.11. En conclusion, les considérations qui précèdent portent sur des éléments essentiels du récit du requérant, sont déterminantes et permettent de conclure à l'absence de bienfondé des craintes de persécution alléguée.

8.12. Par conséquent, la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays et en demeure éloignée par crainte de persécution au sens de l'article 1er, section A, paragraphe 2, de la Convention de Genève.

9. L'examen de la demande au regard de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980

9.1. Conformément à l'article 49/3 de la loi du 15 décembre 1980, le Conseil examine également la demande sous l'angle de l'octroi éventuel d'une protection subsidiaire, telle qu'elle est définie à l'article 48/4 de ladite loi.

Cet article 48/4 dispose ainsi en son le paragraphe 1er :
« Le statut de protection subsidiaire est accordé à l'étranger qui ne peut être considéré comme un réfugié et qui ne peut pas bénéficier de l'article 9 ter, et à l'égard duquel il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine (…), il encourrait un risque réel de subir les atteintes graves visées au paragraphe 2, et qui ne peut pas ou, compte tenu de ce risque, n'est pas disposé à se prévaloir de la protection de ce pays et ce, pour autant qu'il ne soit pas concerné par les clauses d'exclusion visées à l'article 55/4 ».

9.2. Selon le paragraphe 2 de l'article précité, sont considérés comme atteintes graves, la peine de mort ou l'exécution, la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine ou les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international.

9.3. À l'appui de sa demande de protection subsidiaire, la partie requérante n'invoque pas d'autre motif que ceux qui sont à la base de sa demande de reconnaissance de la qualité de réfugié. Elle ne fait pas valoir d'autres moyens que ceux déjà invoqués pour contester la décision qui lui refuse la qualité de réfugiée.

9.4. Dans la mesure où le Conseil estime que le récit invoqué par la partie requérante pour se voir reconnaître la qualité de réfugiée manque de fondement, il n'aperçoit en l'espèce aucun élément susceptible d'établir, sur la base des mêmes événements, qu'il existerait de sérieux motifs de croire qu'en cas de retour dans son pays d'origine, la partie requérante encourrait un risque réel de subir des atteintes graves visées à l'article 48/4, § 2, a et b, de la loi du 15 décembre 1980.

9.5. Il convient ensuite d'analyser la demande de la partie requérante sous l'angle de l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980. À cet égard, la partie requérante ne fournit aucun élément ou argument pertinent qui permettrait d'établir que la situation qui prévaut actuellement dans sa région d'origine puisse s'analyser comme une situation de « violence aveugle en cas de conflit armé » au sens de l'article susmentionné, ni qu'elle soit visée par cette hypothèse. En tout état de cause, le Conseil n'aperçoit, dans le dossier administratif ou dans le dossier de procédure, aucune indication de l'existence de pareils motifs.

9.6. En conséquence, il n'y a pas lieu d'accorder la protection subsidiaire à la partie requérante.

10. La conclusion

10.1. Au vu des développements qui précèdent, le Conseil considère que la partie requérante ne démontre pas en quoi la Commissaire générale aurait violé les dispositions légales et le principes de droit cité dans la requête ou n'aurait pas suffisamment et valablement motivé sa décision. Il estime au contraire

que la Commissaire générale a exposé à suffisance les raisons pour lesquelles elle parvient à la conclusion que la partie requérante n'a pas établi le bien-fondé de la crainte ou du risque réel allégués.

10.2. En conclusion, la partie requérante n'établit pas qu'elle a quitté son pays d'origine ou qu'elle en reste éloignée par crainte d'être persécutée au sens de l'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980, ni qu'il existe des raisons sérieuses de penser qu'elle encourrait en cas de retour dans son pays un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4 de la même loi.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1er

La requérante n'est pas reconnu réfugiée.

Article 2

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé à la requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le huit février deux-mille-vingt-quatre par :

M. B. LOUIS,	président f.f., juge au contentieux des étrangers,
M. B. TIMMERMANS,	greffier assumé.

Le greffier,	Le président,
B. TIMMERMANS	B. LOUIS